

Recherches sociographiques



Jean-Paul DESBIENS, *L'école, pour quoi faire?*

Madelaine St-Jean

Volume 40, Number 1, 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057258ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057258ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

St-Jean, M. (1999). Review of [Jean-Paul DESBIENS, *L'école, pour quoi faire?*]. *Recherches sociographiques*, 40(1), 166–167. <https://doi.org/10.7202/057258ar>

Jean-Paul DESBIENS, *L'école, pour quoi faire ?*, Montréal, Logiques, 1996, 151 p.

Dans *L'école, pour quoi faire ?* Jean-Paul Desbiens avec ses collaborateurs François Caron, ancien directeur général de cégep, Jean-Noël Tremblay, actuel directeur général de cégep et Arthur Tremblay, ancien sous-ministre de l'Éducation, passent en revue et décrivent les difficultés récentes qu'éprouve, selon eux, le système d'éducation du Québec. Le vent de réforme des niveaux collégial et secondaire amorcé par la ministre, Mme Robillard, a amené ces auteurs à se prononcer publiquement dans une série de six textes dans *La Presse* entre décembre 1992 et juin 1994. Ces textes ainsi que des commentaires sur deux publications, le Rapport des « sept sages » sur les profils de formation au primaire et au secondaire et une étude de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), constituent la base du livre.

Les auteurs font une analyse des problèmes de « l'école » – cégep, écoles secondaire et primaire – en regard de ce qui aurait dû voir le jour, selon eux, à la suite du rapport Parent. Ils dénoncent les problèmes liés aux structures du système, à ses directions et orientations multiples et changeantes, aux programmes, à la pédagogie. Ils ciblent ce qu'ils estiment en être les causes et dictent les solutions qu'ils préconisent.

Si l'identification des problèmes apparaît comme généralement juste, le diagnostic, lui, est posé selon une perspective qui donne le ton à l'ensemble : une perspective conservatrice sur le plan sociopolitique, traditionnelle et néo-humaniste sur le plan pédagogique. On lit quatre personnes d'expérience qui donnent l'impression de posséder la vérité et l'expriment souvent sans formuler les questions et sans nuancer les réponses qu'aurait exigées l'observation systématique de la situation québécoise devenue fort complexe. Leur diagnostic tombe le plus souvent de manière ironique. Les solutions qu'ils dictent sont énoncées d'autorité : uniques et sans appel. Avec *L'école, pour quoi faire ?* on se retrouve dans le bon vieux temps où seulement certains connaissaient les problèmes, les solutions, les besoins (on n'avait pas besoin de sondage à l'époque...) et où les autres s'en remettaient au bon jugement des premiers concernant leur bien-être.

L'expression autoritaire et l'ironie des auteurs n'empêchent pas le lecteur d'être, généralement, en accord avec leur analyse. Ces experts reconnaissent les vrais problèmes : dégradation sur le plan des apprentissages à cause de programmes d'études où un vaste ensemble de connaissances disparates est étalé et morcelé en petites pièces non intégrées et d'un éclatement des structures scolaires en de multiples niveaux non intégrés ; dégradation de l'éducation dans son sens large du savoir-vivre ; perte de la fonction traditionnelle, c'est-à-dire de la spécificité éducative, de l'école. Desbiens et ses collaborateurs attribuent ces problèmes au syndicalisme qui « encarcane l'école de l'intérieur », au ministère de l'Éducation et à ses hauts fonctionnaires qui « l'encarcant de l'extérieur », aux ministres qui se sont succédé trop rapidement et dont les mandats ont été trop courts pour qu'il y ait continuité, à une formation déficiente des maîtres, à une influence morcelante des facultés d'éducation qui, ayant mal choisi lorsqu'elles ont conçu l'éducation comme une science, ont mis l'école sous la « tutelle des sciences de l'éducation ».

Si Desbiens et ses collaborateurs reconnaissent les difficultés du système de l'éducation, ils le font, cependant, à la manière du malade qui sent le malaise, sait localiser la zone problématique et dire les symptômes. Le lecteur sent la frustration des auteurs devant un système d'éducation qui, pourtant bien nanti, ne donne pas les résultats qu'on pourrait attendre de tant de ressources financières. *L'école, pour quoi faire ?* laisse le lecteur sur un air de faillite et de fatalisme. En effet, la solution ne saurait, selon les auteurs, être autre chose que le retour à une « éducation fondamentale ». Celle-ci, ressemblant à celle des collèges classiques où régnaient la « rigueur » et « l'exigence » sur le plan pédagogique, aurait un programme d'études fait de connaissances factuelles et interreliées, basé sur une approche historique. Elle serait caractérisée par une continuité entre les « niveaux » d'éducation, par deux cheminements clairement établis dès le secondaire sur la base des talents et du potentiel de chacun, l'un conduisant aux études universitaires et l'autre à la formation professionnelle. Finalement, elle aurait une orientation et une direction claires ; elle serait prise en charge par une entité autonome constituée de ceux qui font l'école, les enseignants libérés des conventions collectives.

Mais dans le Québec contemporain devenu pluraliste où tous les jeunes ont non seulement le droit à l'éducation mais l'obligation de fréquenter l'école jusqu'à 16 ans, un tel modèle unique saurait-il s'imposer ? L'étude récente de ST-JEAN (1995), *Valeurs d'éducation au Québec*, indique qu'aucun des modèles ou philosophies traditionnels d'éducation n'obtient présentement l'assentiment qui pourrait donner une ligne directrice unique à l'école. Cette étude, touchant la gamme quasi complète des objectifs possibles de l'enseignement secondaire au regard de chacune des grandes philosophies de l'éducation, a découvert que les Montréalais, parents, élèves, enseignants et administrateurs, souhaitent que l'école poursuive tous les buts réalisables en mettant, avant tout, l'accent sur ceux touchant le développement intellectuel. C'est toutefois dans des esprits divers et non dans une philosophie traditionnelle que chacun conçoit la poursuite de ces objectifs.

Les programmes et l'organisation scolaires reflètent l'éclatement techniciste qui caractérise toute la société. Si le présent système n'a pas et ne s'oriente pas, comme le souhaiteraient Desbiens et ses collaborateurs, vers une philosophie propre, un seul ensemble de principes sous-jacents, une seule orientation, cela ne veut pas dire que l'école soit en faillite. Cela pourrait, plutôt, signifier que la solution aux problèmes peut être multiple et passer par plusieurs orientations ou philosophies. Si l'école est devenue le reflet d'une société qui, ayant rejeté son passé, s'est mise dans le courant et cherche à trouver comment naviguer dans la pluralité, il n'apparaît pas que la solution aux problèmes si bien identifiés dans *L'école, pour quoi faire ?* puisse, de façon réaliste, passer par le retour au seul modèle éducatif néo-humaniste que préconisent Desbiens et ses collaborateurs. Après tout, les pères du rapport Parent ne voyaient pas une orientation unique lorsqu'ils ont prôné l'égalité des chances, des programmes scolaires adaptés aux besoins et une approche polyvalente.

Madelaine ST-JEAN

Université de Montréal.